ADV. - 1 - L. 7655/1.

- 9. NOV 1961

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 21 octobre 1961, d'une demande d'avis sur un projet de loi "adaptant des limites de provinces, arrondissements et communes à la frontière linguistique néerlandaise-française et modifiant certaines dispositions de la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative", a donné le 26 octobre 1961 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e oktober 1961 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende aanpassing van provincie-, arrondissements- en gemeentegrenzen aan de Nederlands-Franse taalgrens en wijziging van sommige bepalingen van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik van de talen in bestuurszaken", heeft de 26e oktober 1961 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi a pour but d'adapter les limites de certaines provinces, arrondissements et communes à la "frontière linguistique" néerlandaise-française, et modifie certaines dispositions de la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Les dispositions nouvelles concernent :

1° les limites des provinces de Flandre orientale, de Hainaut, de Brabant, de Liège et de Limbourg et des arrondissements d'Audenarde, de Tournai, d'Ath, de Soignies, de Bruxelles, de Nivelles, de Louvain, de Waremme, de Tongres, de Liège et de Verviers;

2° le rattachement d'un certain nombre de hameaux à d'autres communes, ce rattachement ayant pour conséquence, dans certains cas, de modifier des limites de provinces ou d'arrondissements;

3° la modification des articles 3, § 1er, 6, § 4, et 12 de la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative.

Enfin, l'article 5 prévoit des dispositions transitoires en matière électorale et charge le Roi d'adapter la compétence territoriale des juridictions aux modifications de limites résultant de la loi.

.../...

Le projet ne concerne pas le régime linguistique de l'agglomération bruxelloise et des communes de la périphérie, ni les régions de langue allemande.

\+

\+ +

Dans le délai de huit jours qui lui a été donné, le Conseil d'Etat n'a pu étudier de façon exhaustive les multiples questions de droit que le projet soulève. Il limite son avis aux observations suivantes :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

C'est la première fois, semble-t-il, qu'est employée, dans un texte légal, l'expression "frontière linguistique néerlandaise-française".

On entend par frontière les limites qui séparent un Etat d'un autre Etat.

Si l'on peut admettre que le mot reçoive une portée plus large et qu'il signifie les limites qui séparent des portions d'un même territoire considéré sous l'un ou l'autre aspect, encore ce mot est-il inséparable de la notion de division.

.../...

L'existence en Belgique de régions d'expression française et d'expression néerlandaise est un fait d'ordre sociologique et philologique dont le législateur a tenu compte lorsqu'il a déterminé, dans la loi du 28 juin 1932, l'emploi des langues en matière administrative.

Toutefois, introduire dans la législation la notion de "frontière linguistique" comme fondement d'une modification territoriale des provinces, c'est donner à cette frontière une existence juridique et c'est supposer établir une division du territoire qui n'est pas prévue par les articles 1er à 3 de la Constitution.

Il serait, dès lors,préférable d'omettre dans l'intitulé du projet et dans celui du chapitre Ier, toute référence à une frontière linguistique qui n'est, par ailleurs, pas autrement précisée.

L'intitulé du projet pourrait être rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes, et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative".

Le chapitre Ier aurait pour intitulé : "Modifications des limites de provinces, arrondissements et communes".

.../...

II.

L'article 83 de la loi provinciale dispose que le conseil provincial donne son avis sur les changements proposés pour la circonscription de la province, des arrondissements, cantons et communes, et pour la désignation des chefs-lieux.

Il ne résulte pas de l'exposé des motifs que les conseils provinciaux intéressés auraient donné leur avis sur les modifications territoriales prévues par le projet.

III.

Le projet groupe sous deux articles toutes les modifications territoriales des provinces, arrondissements et communes. C'est ainsi que l'article 1er comporte neuf subdivisions, et l'article 2, vingt-trois.

Dans un but de clarté, il serait préférable que chacune des subdivisions des articles 1er et 2 fasse l'objet d'un article distinct.

Ce procédé se justifie d'autant plus qu'à l'article 2 certaines modifications dans les limites des communes entraînent implicitement une modification des limites des provinces.

.../...

IV.

Les modifications que le projet apporte aux limites de provinces, d'arrondissements administratifs et de communes, entraîneront des modifications aux circonscriptions judiciaires et à la compétence territoriale de diverses juridictions. Certaines de ces modifications se réaliseront de plein droit et sans qu'un texte doive les constater; telles sont les modifications qui résulteront du détachement de portions du territoire de certaines communes et de leur rattachement à d'autres communes. Il va de soi que les portions de communes ainsi rattachées suivent le sort des communes qui se les incorporent. Au sujet de ces modifications territoriales, la seule question qui soit à régler est celle du sort des affaires en cours au moment de l'entrée en vigueur de la future loi, et ce, dans la seule mesure où la commune démembrée et la commune annexante ne feraient pas partie du même canton, du même arrondissement judiciaire ou du même ressort de cour d'appel et, éventuellement, du même ressort de juridiction prud'homale.

La question peut se présenter tout autrement lorsque la modification porte sur le transfert de communes entières d'un arrondissement administratif ou d'une province dans un autre arrondissement ou dans une autre province. Lorsque ce transfert a pour effet de rendre une juridiction territorialement incompétente , il est nécessaire de déterminer quelle sera la juridiction qui lui succédera. A l'exception

.../...

des juridictions prud'homales dont la compétence territoriale est fixée selon d'autres méthodes, il suffira, pour atteindre ce but, de déterminer le canton de justice de paix auquel la commune intéressée sera jointe; la compétence territoriale des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce est, en effet, déterminée par celle des cantons qui forment les arrondissements judiciaires et la compétence des cours d'appel, par celle des arrondissements judiciaires en lesquels sont divisées les provinces. Quant aux conseils de guerre, leur compétence est fixée par province.

L'article 5, § 6, confère au Roi le pouvoir de prendre les dispositions en vue d'adapter la compétence territoriale des juridictions aux modifications de limites résultant de la future loi.

Ce procédé soulève une grave objection : si les articles 104 et 105 de la Constitution ne font expressément, de la détermination du ressort et des attributions des juridictions, une matière réservée au législateur, qu'en ce qui concerne les cours d'appel, les tribunaux militaires et les tribunaux de commerce, il n'en reste pas moins que, pour les autres juridictions, cette matière a toujours été réglée par la loi, à la seule exception des juridictions prud'homales organisées jusqu'en 1850, pour lesquelles quelques arrêtés royaux ont fixé le ressort de conseils de prud'hommes que la loi avait autorisé le Roi à créer.

.../....

Il en fut ainsi même lorsque les modifications apportées aux circonscriptions judiciaires n'étaient que le corollaire de modifications des limites administratives de communes, arrondissements ou provinces.

Cette pratique est d'ailleurs conforme au principe de la séparation des pouvoirs, en vertu duquel l'exercice du pouvoir judiciaire doit être totalement soustrait à l'emprise de l'exécutif. Il serait contraire à l'esprit, sinon à la lettre de la Constitution, que la compétence ou l'incompétence des juges puisse dépendre d'une décision du Gouvernement .

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 5, § 6, devrait être omis et que, lorsqu'il y a lieu, le projet devrait fixer lui-même pour chaque commune citée à l'article 1er, le canton de justice de paix et, le cas échéant, le ressort des juridictions prud'homales auquel elle sera rattachée.

Par contre, une disposition fixant le sort des affaires pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la future loi devrait être introduite dans le chapitre III.

Une disposition analogue à celle qui figure dans plusieurs lois de même nature et fixant les conséquences des modifications prévues par le projet sur la compétence territoriale des notaires et des huissiers, devrait également être introduite dans ce chapitre.

\+

\+ \+

.../...

Sous réserve des observations générales qui précèdent, le projet appelle les remarques suivantes :

Article 1er.

Si les subdivisions de l'article 1er sont remplacées par des articles distincts, le liminaire doit être omis.

Sous le numéro 3, dans le texte français, il y a lieu d'écrire "commune de Marcq", conformément à l'arrêté du Régent du 20 décembre 1949 apportant des modifications à la classification des communes et déterminant l'orthographe des noms des communes.

Les arrondissements administratifs ne coïncident pas avec les arrondissements judiciaires. Pour éviter toute confusion,il serait utile de préciser chaque fois, dans l'article 2,qu'il s'agit d'arrondissements administratifs.

Article 2.

Le liminaire devra éventuellement être omis, comme à l'article 1er.

Le rattachement de certains hameaux à d'autres communes entraîne, dans certains cas, le rattachement de ces hameaux à une autre province,

.../...

sans que la modification territoriale de la province apparaisse clairement du texte. Tel est le cas des rattachements prévus sous les numéros 5, 6, 7, 8, 11, 21, 22 et 23.

Dans d'autres cas, les rattachements entraînent une modification territoriale des arrondissements administratifs.

Pour que la portée de ces différentes dispositions apparaisse avec précision, il serait souhaitable d'indiquer la province ou l'arrondissement administratif de chacune de ces communes.

A titre d'exemple, l'article 2, numéro 5, pourrait être rédigé comme suit :

"Le quartier La Durenne est distrait de la commune de Renaix dans la province de Flandre orientale et rattaché à la commune d'Ellezelles dans la province de Hainaut".

L'avant-dernier alinéa de l'article 2 deviendrait, dans le système de division des articles 1er et 2, proposé par le Conseil d'Etat, un article distinct. D'autre part, le dernier alinéa pourrait être supprimé puisque, dans chaque cas, les modifications territoriales des provinces et des arrondissements administratifs apparaîtraient clairement.

.../...

Article 4.

Il serait préférable de faire un article distinct pour chaque modification apportée à la loi du 28 juin 1932.

En outre, pour éviter toute confusion, il est proposé d'abroger l'article 6, § 4, de la loi du 28 juin 1932 et de faire de l'article 4, B, du projet, le second alinéa de l'article 6, § 3.

Le texte pourrait être rédigé comme suit :

"Chapitre II. - Modifications à la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative.

Article ...

L'article 3, § 1er, de la loi du 28 juin 1932 est remplacé par la disposition suivante :

"Par dérogation à l'article 1er, ... (comme au projet) ...".

Article ...

L'article 6, § 3, de la même loi est complété par la disposition suivante :

"Ils doivent ... (comme au projet) ...".

.../...

Article ...

L'article 6, § 4, de la même loi est abrogé.

Article ...

L'article 12 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"La présente loi ne s'applique pas ... (comme au projet) ...".

Article 5, § 1er.

Le maintien de la constitution actuelle des collèges et des districts électoraux jusqu'au prochain renouvellement intégral des Chambres législatives et des conseils provinciaux n'est pas susceptible de soulever de grandes difficultés en ce qui concerne les communes citées à l'article 1er du projet.

Il n'en est pas de même pour les hameaux rattachés à des communes qui font partie d'un canton électoral différent de celui dont dépend la commune démembrée.

En vertu de l'article 5, § 1er, du projet, les électeurs domiciliés dans ces hameaux devront être maintenus sur les listes électorales des communes démembrées jusqu'au prochain renouvellement intégral des Chambres et des conseils provinciaux, tandis qu'ils devront, soit lors de la prochaine

.../...

revision des listes électorales, soit en vertu des mesures que prendra le Roi en exécution de l'article 5, § 4, du projet, être inscrits sur les listes des communes annexantes. Il en résultera l'inscription des électeurs sur deux listes différentes, ce qui est contraire aux fondements de notre législation électorale.

La difficulté serait supprimée si l'article 5, § 1er, du projet n'était rendu applicable qu'aux communes indiquées à l'article 1er. Dans ce cas, le début de l'article 5, § 1er, pourrait être rédigé comme suit :

"Sauf dans le cas où il y a transfert d'un hameau d'une commune à une autre commune, la constitution ... (comme au projet) ...".

Article 5, § 2.

Cette disposition déroge à l'article 23 de la loi organique des élections provinciales, qui dispose que "pour pouvoir être élu et rester conseiller provincial, il faut, sans distinction de sexe :

...

3° être domicilié dans la province".

.../...

L'article 65 de la loi électorale communale impose la même condition de domicile pour les conseillers communaux des communes de plus de 700 habitants, et l'article 82 prévoit la déchéance des conseillers qui viennent à perdre l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité.

Si l'intention du Gouvernement est d'éviter la déchéance des conseillers communaux domiciliés dans les hameaux rattachés à d'autres communes, il y aurait lieu de prévoir une dérogation expresse en leur faveur.

Article 5, § 6.

Le Conseil d'Etat renvoie, pour cette disposition, aux remarques qui ont été faites dans les observations générales.

\+

\+ \+

Il est observé, en outre, que rien n'est prévu au projet quant à l'application des règlements provinciaux et communaux.

.../...

En ce qui concerne les communes, la solution habituellement adoptée est que les règlements de la commune annexante sont d'application immédiate sur le territoire incorporé, sauf les règlements relatifs aux impositions directes, qui restent applicables dans la commune cédante jusqu'au prochain exercice financier.

La même solution pourrait être adoptée pour les règlements provinciaux.

Het ontwerp van wet strekt ertoe, de grenzen van bepaalde provincies, arrondissementen en gemeenten aan te passen aan de "Nederlands-Franse taalgrens", en een aantal bepalingen uit de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken te wijzigen.

De nieuwe bepalingen hebben betrekking op :

1° de grenzen van de provincies Oost-Vlaanderen, Henegouwen, Brabant, Luik en Limburg en van de arrondissementen Oudenaarde, Doornik, Aat, Zinnik, Brussel, Nijvel, Leuven, Borgworm, Tongeren, Luik en Verviers;

2° de aanhechting van een aantal gehuchten aan andere gemeenten, waardoor in sommige gevallen provincie- of arrondissementsgrenzen worden gewijzigd;

3° de wijziging van de artikelen 3, § 1, 6, § 4, en 12 van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken.

Ten slotte bevat artikel 5 overgangsbepalingen in verkiezingszaken, en gelast het de Koning de territoriale bevoegdheid van de gerechten aan te passen aan de grenswijzigingen, die het gevolg zijn van de wet.

Het ontwerp handelt niet over de taalregeling in de Brusselse agglomeratie en in de randgemeenten, noch over de Duitssprekende gewesten.

\+

\+ \+

.../...

Binnen de acht dagen waarover hij heeft beschikt, heeft de Raad van State de talrijke rechtsproblemen, die het ontwerp stelt, niet volledig kunnen onderzoeken. Hij beperkt zijn advies tot de volgende opmerkingen :

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Het lijkt wel de eerste maal te zijn dat een wettekst de uitdrukking "Nederlands-Franse taalgrens" gebruikt.

In het Frans wordt onder "frontière" de grens tussen Staten verstaan.

Wel kan "frontière" zeer goed de ruimere betekenis krijgen die het Nederlandse woord "grens" heeft, namelijk die van een lijn, die gedeelten van een grondgebied scheidt naar gelang van het ingenomen standpunt; maar in het woord blijft altijd het begrip "verdeling" verondersteld.

Dat er hier te lande Franssprekende en Nederlandssprekende gewesten zijn, is een sociologisch en filologisch feit, waarmee de wetgever rekening heeft gehouden toen hij in de wet van 28 juni 1932 het gebruik van de talen in bestuurszaken regelde.

.../...

Nu het begrip "taalgrens" als grondslag voor een wijziging van het grondgebied van de provincies in de wet wordt ingevoegd, krijgt die grens een juridisch bestaan en wordt zij geacht een gebiedsindeling tot stand te brengen waarin de artikelen 1 tot 3 van de Grondwet niet voorzien.

Daarom vermijde men in het opschrift van het ontwerp en van hoofdstuk I te spreken van een overigens niet nader omschreven "taalgrens".

Het opschrift van het ontwerp kan worden gelezen als volgt :

"Ontwerp van wet tot wijziging van provincie-, arrondissements- en gemeentegrenzen, en tot wijziging van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken".

Het opschrift van hoofdstuk I kan dan worden : "Wijzigingen aan provincie-, arrondissements- en gemeentegrenzen".

II.

Artikel 83 van de provinciewet bepaalt, dat de provincieraad zijn advies geeft "over de veranderingen die worden voorgesteld betreffende de omschrijving van de provincie, van de arrondissementen, kantons en gemeenten, en de aanduiding van de hoofdplaatsen".

.../...

Uit de memorie van toelichting blijkt niet, dat de provincieraden hun advies zouden hebben gegeven over de in het ontwerp bepaalde gebiedswijzigingen.

III.

Het ontwerp besteedt maar twee artikelen aan alle gebiedswijzigingen van provincies, arrondissementen en gemeenten : artikel 1 met negen, artikel 2 met drieëntwintig onderverdelingen. Ter wille van de duidelijkheid,ware aan iedere onderverdeling van die artikelen een afzonderlijk artikel te wijden.

Dit ware des te meer verantwoord, daar in artikel 2 bepaalde wijzigingen van gemeentegrenzen impliciet tot wijziging van de provinciegrenzen leiden.

IV.

Door de ontworpen wijzigingen aan de grenzen van provincies, administratieve arrondissementen en gemeenten, veranderen ook de rechtsgebieden en de territoriale bevoegdheid van een aantal gerechten. Voor een deel zal dit van rechtswege geschieden, zonder dat hiertoe een tekst vereist is, namelijk

.../...

daar waar gedeelten van gemeenten worden afgescheiden en bij andere gevoegd. De aldus aangehechte gedeelten van gemeenten gaan vanzelfsprekend in alles mee met de gemeenten waarbij zij worden gevoegd. In verband met die gebiedswijzigingen moet alleen worden bepaald, wat er gebeurt met de zaken die bij het in werking-treden van de toekomstige wet hangende zijn, en wel alleen in zover de twee gemeenten, die waarvan wordt afgescheiden en die waarbij wordt aangehecht, niet tot hetzelfde kanton of rechterlijk arrondissement of tot hetzelfde rechtsgebied van het Hof van beroep en eventueel van de werkrechtersraad mochten behoren.

Geheel anders kan het probleem zich voordoen wanneer een hele gemeente van administratief arrondissement of provincie verandert. Wanneer daardoor een gerecht zijn territoriale bevoegdheid verliest, moet worden bepaald welk gerecht in de plaats komt. Te dien einde kan, behalve voor de werkrechtersraden, wier territoriale bevoegdheid volgens andere normen wordt bepaald, worden volstaan met te bepalen bij welk vredegerechtskanton de betrokken gemeente wordt gevoegd; de territoriale bevoegdheid van de rechtbanken van eerste aanleg en van de rechtbanken van koophandel wordt immers bepaald door die van de kantons waaruit de rechterlijke arrondissementen bestaan, en de bevoegdheid van de hoven van beroep door die van de rechterlijke arrondissementen, die indelingen zijn van de provincies. De bevoegdheid van de krijgsraden is per provincie geregeld.

.../...

Artikel 5, § 6, van het ontwerp machtigt de Koning tot het nemen van "de maatregelen om de rechtsgebieden aan te passen aan de grenswijzigingen die uit de toekomstige wet voortvloeien".

Tegen deze werkwijze rijst een ernstig bezwaar : al bepalen de artikelen 104 en 105 van de Grondwet niet uitdrukkelijk, dat de vaststelling van rechtsgebied en bevoegdheid van de gerechten alleen dan zaak van de wetgever is wanneer het gaat om hoven van beroep, militaire rechtbanken en rechtbanken van koophandel, toch is deze aangelegenheid voor de overige gerechten steeds bij de wet geregeld, met uitzondering van de tot in 1850 ingestelde werkrechtersraden; een aantal koninklijke besluiten hebben het rechtsgebied bepaald van werkrechtersraden welke de Koning krachtens de wet mocht instellen.

Dit was het geval zelfs wanneer de aan de rechtsgebieden gebrachte wijzigingen slechts het gevolg waren van wijzigingen van de administratieve grenzen van gemeenten, arrondissementen of provincies.

Deze werkwijze strookt overigens met het beginsel van de scheiding der machten, krachtens hetwelk de uitoefening van de rechterlijke macht geheel

.../...

aan de uitvoerende macht moet zijn onttrokken. Het ware in strijd met de geest, zo niet met de letter van de Grondwet, indien het al dan niet bevoegd zijn van de rechters kon afhangen van een beslissing van de Regering.

De Raad van State is van gevoelen dat artikel 5, § 6, zou moeten vervallen en dat het ontwerp zelf, indien daartoe grond bestaat, voor iedere in artikel 1 genoemde gemeente het vredegerechtskanton en, in voorkomend geval, het rechtsgebied van de werkrechtersraden waarbij zij wordt gevoegd, zou moeten bepalen.

Daarentegen ware in hoofdstuk III een bepaling in te voegen, die zegt wat gebeurt met de zaken die bij het in werking treden van de toekomstige wet hangende zijn.

In dit hoofdstuk in te voegen ware ook een soortgelijke bepaling als voorkomt in verschillende aanverwante wetten, en dienend om de gevolgen van de ontworpen wijzigingen voor de territoriale bevoegdheid van notarissen en deurwaarders te regelen.

\+

\+ \+

.../...

Onder voorbehoud van deze algemene opmerkingen, is bij het ontwerp op te merken hetgeen volgt :

Artikel 1.

Worden de onderverdelingen van artikel 1 door afzonderlijke artikelen vervangen, dan dient de inleidende volzin te vervallen.

In de Franse tekst leze men onder nr 3 "commune de Marcq", overeenkomstig het besluit van de Regent van 20 december 1949 tot wijziging van de rangschikking der gemeenten en tot vaststelling van de schrijfwijze der gemeentenamen.

De administratieve arrondissementen vallen niet samen met de rechterlijke. Om verwarring te voorkomen, ware het raadzaam, in artikel 2 telkens aan te geven dat het om administratieve arrondissementen gaat.

Artikel 2.

Zoals in artikel 1 dient ook hier de inleidende volzin eventueel te vervallen.

De aanhechting van gehuchten bij andere gemeenten zal in bepaalde gevallen tot aanhechting bij een andere provincie leiden, zonder dat uit de tekst duidelijk blijkt dat het grondgebied van de provincie wordt gewijzigd. Dit is het geval met de aanhechtingen bepaald onder 5, 6, 7, 8, 11, 21, 22 en 23.

.../...

In andere gevallen leidt de aanhechting tot wijziging van het grondgebied der administratieve arrondissementen.

Opdat de draagwijdte van al die bepalingen duidelijk tot uiting kan komen, ware het raadzaam de provincie of het administratief arrondissement van ieder van die gemeenten te vermelden.

Zo bij voorbeeld kan artikel 2, nr 5, worden gelezen als volgt :

"De wijk Deurne wordt gescheiden van de gemeente Ronse in de provincie Oost-Vlaanderen en gevoegd bij de gemeente Elzele in de provincie Henegouwen".

Het voorlaatste lid van artikel 2 zou in de door de Raad van State voorgestelde indeling van de artikelen 1 en 2 een afzonderlijk artikel worden. Het laatste lid kan vervallen, aangezien de wijzigingen van het grondgebied der provincies en administratieve arrondissementen in ieder geval duidelijk zouden blijken.

Artikel 4.

Het is aan te bevelen, aan iedere wijziging van de wet van 28 juni 1932 een afzonderlijk artikel te wijden.

.../...

Om verwarring te voorkomen, wordt bovendien voorgesteld artikel 6, § 4, van de wet van 28 juni 1932 op te heffen en van artikel 4, B, van het ontwerp, het tweede lid van artikel 6, § 3, te maken.

De tekst kan worden gelezen als volgt :

"Hoofdstuk II.- Wijzigingen van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken.

Artikel ...

Artikel 3, § 1, van de wet van 28 juni 1932 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"In afwijking van artikel 1, ... (zoals in het ontwerp) ... ".

Artikel ...

Artikel 6, § 3, van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Zij moeten ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel ...

Artikel 6, § 4, van dezelfde wet wordt opgeheven.

.../...

Artikel ...

Artikel 12 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Deze wet is niet van toepassing ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 5, § 1.

Het behoud van de huidige samenstelling van kiescolleges en kiesdistricten tot de eerstvolgende algehele vernieuwing van Wetgevende Kamers en provincieraden kan ten aanzien van de in artikel 1 van het ontwerp genoemde gemeenten geen grote moeilijkheden opleveren.

Hetzelfde geldt niet voor de gehuchten die gevoegd worden bij gemeenten uit een ander kieskanton dan dat van de gemeente die het gehucht verliest.

Krachtens artikel 5, § 1, van het ontwerp moeten de in die gehuchten wonende kiezers op de kiezerslijsten van hun vroegere gemeente ingeschreven blijven tot de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Wetgevende Kamers en van de provincieraden, terwijl zij, hetzij bij de eerstvolgende herziening van de kiezerslijsten, hetzij krachtens de maatregelen welke de Koning zal vaststellen ter uitvoering van artikel 5, § 4, van het ontwerp , moeten worden ingeschreven op de lijsten van de annexerende gemeente. De kiezers zullen dus op twee verschillende lijsten zijn ingeschreven, hetgeen in strijd is met de grondslagen van onze kieswetten.

.../...

De moeilijkheid zou vervallen indien artikel 5, § 1, van het ontwerp alleen toepasselijk werd verklaard op de in artikel 1 genoemde gemeenten. Artikel 5, § 1, kan dan worden gelezen als volgt :

"Behalve wanneer een gehucht van een gemeente naar een andere overgaat, blijft de huidige samenstelling van de kiescolleges en van de kiesdistricten behouden tot de eerstvolgende algehele vernieuwing ... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 5, § 2.

Deze bepaling wijkt af van artikel 23 van de inrichtingswet der provinciale verkiezing, hetwelk bepaalt : "om tot provinciaal raadslid te kunnen gekozen worden en het te blijven, moet men, zonder onderscheid van kunne :

...

3° zijn woonplaats in de provincie hebben".

Artikel 65 van de gemeentekieswet stelt dezelfde eis inzake woonplaats aan de raadsleden van de gemeenten met meer dan 700 inwoners ; artikel 82 bepaalt, dat "het lid van het gemeentekorps, dat een der vereisten tot verkiesbaarheid verliest, ophoudt deel uit te maken van de raad".

.../...

Wil de Regering voorkomen dat gemeenteraadsleden die hun woonplaats hebben in gehuchten welke bij andere gemeenten zijn gevoegd, hun mandaat verliezen, dan moet te hunnen behoeve een uitdrukkelijke afwijkingsbepaling worden opgenomen.

Artikel 5, § 6.

Voor deze bepaling verwijst de Raad van State naar de opmerkingen die in het algemeen gedeelte zijn gemaakt.

\+

\+ \+

Op te merken valt ook, dat het ontwerp niets bepaalt over de toepassing van provincie- en gemeenteverordeningen.

Voor gemeenten is de gebruikelijke oplossing, dat de verordeningen van de annexerende gemeente onmiddellijk toepassing vinden op het aangehechte grondgebied, behalve dan de verordeningen betreffende de directe belastingen, die in de andere gemeente van toepassing blijven tot het volgende belastingjaar.

Ook voor de provincieverordeningen kan met deze oplossing worden gewerkt.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
F. DUCHENE bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.